



HÉRACLÈS

N° 35

DÉCEMBRE 2009

LA LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE DE LA COMMUNAUTE DOCTRINALE

EDITORIAL

A travers son appellation transparaissent les deux capacités fondamentales de la 9^e brigade légère blindée de marine :

- d'une part une capacité opérationnelle de force souple et réactive,
- d'autre part une culture militaire «ancrée» historiquement dans l'aptitude à conduire des actions de contact et d'accompagnement des populations.

Cette double capacité est précieuse par les temps qui courent. Le général commandant la 9 et ses officiers développent ceci dans ce numéro, précisant en outre les évolutions capacitaires significatives que connaît leur brigade.

Dans ce registre de l'amplitude du spectre capacitaire, observons les débats et travaux doctrinaux en cours : ils traitent souvent des niveaux d'emploi de nos forces. Toujours d'une extrême pertinence dans leurs fondements, ces débats sont alimentés et dynamisés un peu par notre participation pleine et entière aux structures de commandement de l'OTAN, à coup sûr par la nouvelle prééminence doctrinale du général CEMA, et forcément par le retour d'expérience de nos opérations.

Parmi les invariants de la réflexion, prenons en considération le principe selon lequel les niveaux de commandement opérationnel demeurent : tactique, opératif, stratégique. C'est un principe d'emploi, donc de doctrine, qui est fondamental même si dans la réalité des engagements, la frontière entre ces niveaux n'est pas une ligne bornée (c'est le cas de le dire...). Le recouvrement plus ou moins net entre eux est presque la règle. On parle par exemple de PC tactico-opératif ou stratégico-opératif.

Il faut s'y résoudre : la guerre est aujourd'hui complexe. La contrainte absolue de coordination inter-milieu est de plus en plus transcendée par l'impératif de coopération interarmées. L'aspect international et les considérations politico-militaires sont présents dès les niveaux tactiques les plus bas, quel que soit le milieu dominant. Or toutes ces contraintes, tous ces impératifs et considérations ne représenteront jamais un «niveau d'emploi», même s'ils imprègnent les modes d'action et imposent des procédures rigoureuses.

Aux niveaux tactiques, le commandant de brigade ou de *task force* sera toujours un terrien, le commandant d'escadron de chasse sera toujours un aviateur, le commandant de bateau ou de force navale sera toujours un marin. Au niveau opératif, la structure interarmées apparaît au sein du PC opérationnel, mais la dominante de milieu (selon le théâtre) doit rester prioritaire, certains RETEX le montrent. Le niveau stratégique impose quant à lui l'approche interarmées. Les niveaux d'emploi tactique, opératif et stratégique représentent donc des points de repère auxquels il convient de se référer sans modération dans les réflexions doctrinales en cours. Toute autre classification hiérarchique nous ferait faire fausse route au détriment de la clarté de nos règles d'emploi et de l'efficacité de nos armes.

Le général de division Thierry OLLIVIER
commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces

LIRE EN PARTICULIER

- page 3** 9^{ème} BLBMa : rien ne change, tout se transforme -
Général Jean-François HOGARD, CDT la 9^{ème} brigade légère blindée de marine
- page 7** La préparation d'une OMLT -
Lieutenant-colonel Jean Bruno DESPOUY/S/Chef BOI 3^{ème} RIMA
- page 10** La lutte contre les IED : au-delà de la sensibilisation
Colonel Patrice QUEVILLY/CdC 6^{ème} RG
- page 19** Réussir la PEGP... un impératif pour les brigades de décision
Lieutenant-colonel Patrick CHASTENET/Chef BLOG/EM2BB

Le mot de la direction de publication

Dans ce 35^{ème} numéro de **Héraclès**, la parole est donnée à la 9^{ème} brigade légère blindée de marine (9^{ème} BLBMa). A l'orée de mutations profondes dont certaines ont pu être anticipées, la «9» livre tout à la fois, un état de l'art et un certain nombre de réflexions propres à éclairer l'avenir.

La 1^{ère} brigade logistique (1 BL) assurera la ligne éditoriale du prochain numéro. Ce N°36, à paraître en février 2010, traitera de la nouvelle approche du soutien logistique des forces.

Le n°37, d'avril 2010, sera réalisé avec le concours du RCC (Regional Command Center) Kaboul.

Le CDEF vous informe (DSRO)

Le CENTAC allemand

Le comité «experts simulation» du sous-groupe Terre du GFACM s'est réuni au *Gefechtsübungszentrum (GüZ)* de LETZLINGEN du 23 au 25 juin 2009. Equivalent allemand de notre CENTAC, le *GüZ* s'en démarque par certaines spécificités.

Sa mission est de préparer, conduire et évaluer l'entraînement des bataillons en fonction des directives reçues par le commandant de la force qui seul se prononce sur le niveau atteint grâce aux moyens mis à sa disposition (1170 personnes, un terrain de 23 000 ha incluant des zones urbanisées dont l'une va se développer considérablement, un centre de contrôle, un centre d'analyse, un réseau radio et les STC AGDUS).

Nombre de rotations sont organisées dans le cadre de MCP. Pour coller à la réalité des opérations, le *GüZ* suit les évolutions des théâtres et n'hésite pas à s'en inspirer, quitte à devancer les adaptations doctrinales.

Son originalité majeure réside dans la place laissée à l'externalisation. Le contrat est exigeant pour l'industriel qui doit fournir des moyens de simulation instrumentée et d'analyse, la gestion des données et le MCO des moyens informatiques, la logistique, la conduite des véhicules du centre (hors FORAD) et leur réparation.

La conception du *GüZ* permet de placer un bataillon dans sa zone d'action future de manière réaliste, en réduisant au mieux les ressources militaires nécessaires.

Lieutenant-colonel Pascal FLORIN
Chef du bureau simulation opérationnelle

9^{ème} BLBMa

3 9^{ème} BLBMa : rien ne change, tout se transforme

Actualités

4 Le 11^{ème} RAMa : un régiment en profonde mutation

Retour d'expérience

5 Retour sur les événements du tribunal de Mitrovica/Mars 2008

7 La préparation d'une OMLT

8 Opérations «distribuées» en Assoungha

10 La lutte contre les IED : au-delà de la sensibilisation

Réflexions

11 Éléments de réflexions pour le dialogue inter armes

12 Polyvalence accélérée mais expertise croissante

14 La numérisation des brigades

15 L'EEI ou la liberté d'action de la brigade

Tribune

16 Le régiment multi-rôles

18 L'entraînement du PC numérisé de niveau 3 sur fond d'OPEX régulières

19 Réussir la PEGP... un impératif pour les brigades de décision

Directeur de la publication : Général (2s) Claude Koessler

Rédacteur en chef : Capitaine Gwenaëlle Denonin

Diffusion, relations avec les abonnés : Major Catherine Bréjeon

Mise en page : Christine Villey

Impression : Imprimerie EDIACAT

Héraclès en ligne :

www.cdef.terre.defense.gouv.fr



9^{ème} BLBMa : rien ne change, tout se transforme



Après 10 ans d'existence sous sa forme initiale, la 9^{ème} Brigade légère blindée de marine, vit en 2009-2010 une évolution non négligeable de ses structures.

Cette grande unité cultive depuis toujours la polyvalence et la souplesse qui lui permettent de s'engager dans des milieux très différents et de remplir des missions très variées. Au fond, elle revendique depuis toujours sa nouvelle appellation technique de brigade multi rôles. Soucieuse de fournir à notre armée un outil qui permette une palette de moyens et d'actions pour faire face aux situations multiples et complexe, elle n'a pas peur de cette évolution permanente qui lui permet au contraire d'engranger les capacités nouvelles dont elle aura besoin demain.

Héritière de la Division bleue, de la 9^{ème} Division d'infanterie coloniale ou de marine, la 9^{ème} BLBMa forte d'un riche passé, a mené des actions de toutes formes, des combats de Bazeilles à la guerre d'Indochine en passant par la campagne de France. Grande unité anciennement professionnalisée et dotée d'une forte culture de l'intervention, elle a pu s'aguerrir durant toutes les opérations extérieures menées par la France dans les 40 dernières années. Partout et toujours, selon sa devise, elle a recherché et cultivé l'exigence de polyvalence. Le style tactique du combat blindé léger fait d'audace et de rapidité dans l'action lui a

inculqué la souplesse d'esprit qui lui permet de toujours s'adapter au milieu et à la mission en utilisant la diversité de ses moyens.

Brigade multi-rôles capable d'intervention d'urgence mais aussi d'actions de force, elle est aussi rompue aux opérations amphibies.

Les évolutions qu'elle conduit durant cette période 2009-2010 ne sont pas seulement organiques mais oblige également à repenser l'optimisation de la combinaison des moyens dédiés et de ceux qui sont naturellement attendus en renforcement.

Modification emblématique car il concerne le 1^{er} régiment de l'Arme, la 9^{ème} BLBMa a perdu un de ses deux régiments roue canon, le 1^{er} Rima apparaissant désormais à l'ordre de bataille de la 3^{ème} BM. Pour autant la brigade conserve un Escadron d'Eclairage et d'Investigation placé au sein du RICM.

Les deux régiments d'infanterie (2^{ème} et 3^{ème} RIMa) achèvent leur quaternarisation, modification attendue et accueillie avec satisfaction, tant elle devrait permettre d'éviter les multiples renforcements de circonstance qui avaient lieu dans un passé récent.

Le 6^{ème} Régiment du Génie accueillera quant à lui deux compagnies spécialisées en 2010 (production d'énergie et aide au déploiement opérationnel). Cependant ces

renforcements le sont essentiellement pour des raisons organiques et il n'est pas prévu de confier leur emploi à la brigade.

Le 11^{ème} régiment d'artillerie de marine, après avoir dissous sa batterie des opérations, tout en menant une expérimentation pour en atténuer les inconvénients, passera de 3 à 2 batteries de tir. Véritable régiment «des» appuis plus que d'appui de la brigade, il se voit adjoindre une batterie de renseignement de brigade ainsi qu'une composante sol-air SATCP.

A ces modifications de structures correspondent également l'arrivée de nouveaux équipements.

Les fantassins devraient recevoir au début 2010 les équipements FELIN qui leur permettront une avance technologique non négligeable dans le combat débarqué. La dotation en VBCI d'un régiment d'infanterie est attendue d'ici 2014.

Le Petit Véhicule Protégé (PVP) est en dotation au régiment d'artillerie qui s'entraîne déjà sur Drone et canon CAESAR, tout en accueillant à nouveau le SATCP.



f

Sur le plan de la numérisation défi actuel de la brigade les nouveaux terminaux (SIT) se mettent en place dans les unités et la compagnie de transmission se prépare à l'arrivée des moyens de raccordement satellitaires.

Projetée de façon importante sur de multiples théâtres durant l'année 2009 (Tchad, Afghanistan, Côte d'Ivoire) la brigade dispose début 2010 d'un espace d'entraînement privilégié qui

doit lui permettre de tester les nouveaux modes d'actions issus de sa nouvelle configuration. Elle devra en profiter pour appréhender en particulier les actions de force ou de reconnaissance qu'elle ne peut plus réaliser après la perte d'un de ses régiments blindés mais aussi optimiser les moyens de renseignements conséquents qui lui sont confiés. Elle aura aussi l'occasion de tester les nouveaux modes d'échanges d'information et donc de commandement qu'induit la numérisation.

C'est en venant à bout de ces défis qu'elle pourra alors justifier d'être réengagée de nouveau fortement à la fin de l'année 2010.

Elle aura ainsi fait la preuve que de multi rôles elle est aussi multiplement au service de la France.

Général Jean-François HOGARD,
commandant la 9^{ème} brigade légère blindée
de marine

Le 11^{ème} RAMa : un régiment en profonde mutation

Comme toute formation d'artillerie de BIA, le 11^{ème} régiment d'artillerie de Marine est à l'orée d'une profonde mutation de ses structures qui l'amènera non seulement à repenser son mode de fonctionnement, mais aussi à redéfinir son objet. A l'origine, régiment d'appui-feux, le 11^{ème} RAMa change de dimension en intégrant une batterie sol-air et en créant *ex nihilo* une unité de renseignement de brigade (URB) devenant de fait le régiment *des appuis* de la 9^{ème} BLBMa, sa brigade d'appartenance.

Pour relever dans les plus brefs délais les multiples défis imposés par les réformes en cours, le 11^{ème} RAMa a choisi d'anticiper les échéances à venir pour amorcer *simultanément* toutes les réorganisations planifiées, de décloisonner les différentes entités qui désormais le composent sans trahir leurs spécificités respectives, et d'imposer aux personnels une polyvalence des compétences offrant une souplesse accrue en termes d'emploi.

La méthode : anticiper les échéances futures !

Afin de mettre en œuvre une réorganisation menée au pas de charge, le 11^{ème} de

Marine compte essentiellement sur la polyvalence qu'il se plaît à cultiver, gage d'adaptabilité indispensable pour conduire le changement. Sa culture interarmes, interarmées et interalliées est perçue comme un atout, afin de façonner un outil adapté aux exigences nouvelles.

Cette réorganisation se traduit, *ab initio*, par un vaste programme de réorientation des personnels, d'adaptation des parcours professionnels au nouveau format, prenant en compte les besoins futurs mais aussi les aspirations individuelles et les compétences détectées, afin d'obtenir la meilleure adéquation possible entre l'offre et la demande. Ainsi, à l'été 2009 la BRB précitée sera armée à hauteur de 95 % de la cible finale, en grande partie par des personnels en provenance d'autres unités élémentaires du régiment ; la dissolution planifiée d'une batterie de tir en 2010 a été anticipée dans ses effets afin de faciliter la montée en puissance des nouvelles structures.

La principale gageure consiste cependant à mener de concert une manœuvre RH interne tout en participant activement à l'expérimentation de la Base de Défense de Rennes laquelle se traduit *in situ* par une réduction drastique de la

DRH du corps ; quadrature du cercle qui n'est pas sans risque de déstabilisation en période de forte sollicitation sur le front des opérations.

Proscrire le cloisonnement entre spécialités.

Le régiment gagne en capacités – défense sol-air, renseignement – mais ne doit pas perdre en cohérence. Rien ne serait plus sclérosant que de cantonner chacun dans sa spécialité, même s'il est indispensable de mettre sur pied des entités opérationnelles dans leur domaine de compétence. Des passerelles existent, des synergies doivent être recherchées.

Quelques exemples permettent d'illustrer ces propos. Si la gestion de la 3^{ème} dimension n'est, sans conteste, pas le point fort des détachements appui-feu auprès des brigades, l'apport de spécialistes DSA doit permettre d'y d'ancrer enfin la culture 3D.

➔



De la même façon, sans remettre en cause la spécificité de la BRB, une partie de l'instruction peut être mutualisée avec celle des équipes d'observation, notamment pour ce qui concerne les RASIT, ce qui n'est pas superflu en période de recherche d'économies d'échelle. L'intégration des équipes qui composent la BRB au sein des groupements d'artillerie permet également de tester le traitement des objectifs en boucle courte. Il faut cependant veiller à préserver la mission première de cette unité créée *ex nihilo* en 2008 – la recherche du renseignement !

Polyvalence et flexibilité

Simultanément, le 11^{ème} de Marine a récemment perçu un nouveau système d'arme, le CAESAR. Vont donc coexis-

ter au sein d'une même formation, des unités de combat différenciées et des matériels variés exigeant des compétences spécifiques. Ces dernières exigent bien évidemment une spécialisation poussée, mais afin d'optimiser leur emploi et le potentiel global du régiment pour répondre aux exigences opérationnelles croissantes, la polyvalence est incontournable. Elle conditionne la flexibilité qu'impose le format réduit de l'actuel modèle de forces.

Les solutions sont relativement simples – en théorie – et découlent du bon sens : recherche de synergies inter-domaines comme décrit précédemment, maîtrise de tous les systèmes d'arme au sein d'un même domaine, sans oublier la densification d'un panel de compétences toutes armes en concordance avec les standards exigés par les engagements les plus violents. Tous,

quels que soient le grade et la fonction tenue, n'exercent que le métier de soldat – des Troupes de Marine en l'occurrence – avant d'être pointeur CAESAR, opérateur RASIT ou servant MISTRAL !

Cette vision simple et mobilisatrice est un gage de succès pour relever les multiples défis imposés par les réformes. Elle conditionne la manœuvre RH interne qui permettra d'être présent au rendez-vous en dépit d'un contexte contraignant. Autrement dit et pour paraphraser l'Éclésiaste : *Rien de nouveau sous le soleil !*

Colonel François GOGUENHEIM
Chef de corps du 11^{ème} RAMa

Retex

Retour sur les événements du tribunal de Mitrovica, le 17 mars 2008

Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance, le 17 février, la communauté Serbe du Nord du Kosovo résiste. La légitimité de l'intervention internationale est contestée jusqu'au sein du conseil de sécurité où l'action de la KFOR est remise en cause. Le 17 mars, après une série de provocations, la MINUK¹ décide de réagir et de reprendre le contrôle du tribunal de Mitrovica occupé par des émeutiers. Le bataillon français reçoit pour mission d'isoler l'enceinte pendant l'intervention des policiers internationaux, puis d'assurer la protection du bâtiment après leur retrait.

La mission est complexe. Une manifestation importante est prévue à cette date anniversaire des frappes de l'OTAN. La coordination est difficile

à établir en raison de dissensions internes à la MINUK et de sa défiance vis-à-vis de la KFOR. Enfin, la zone est de taille très réduite et enclavée au milieu d'immeubles d'habitation. Elle sera saturée d'emblée par les véhicules des policiers.

Au regard des forces disponibles, l'idée de manœuvre est donc de sécuriser très solidement un périmètre réduit puis, une fois l'action principale terminée et l'espace libéré, de renforcer rapidement le dispositif avant que la population ne se rassemble.

La situation va se dégrader par la conjonction de 3 phénomènes : les délais pris par la MINUK, le regroupement très rapide de la foule mais surtout l'emploi de grenades à fragmentation par les émeutiers.

L'enchevêtrement des véhicules ralentit considérablement tout mouvement et les munitions à létalité réduite viennent rapidement à manquer, permettant à la foule de s'approcher au plus près pour lancer ses pierres et ses grenades.

La situation sera rétablie lorsque le BATFRA prendra la main sur les troupes de la MINUK pour coordonner la défense du site et organiser leur évacuation de la zone afin de pouvoir faire arriver les renforts.



¹ Mission des Nations Unies au Kosovo

Le CDEF vous informe (DREX)

La Tactique avec la NEB

L'exercice de numérisation de l'espace de bataille (NEB) de la 2^{ème} brigade blindée, qui s'est déroulé en juin dernier, a permis de tirer de nombreux enseignements tactiques.

Ainsi, la numérisation réduit les délais nécessaires au processus décisionnel tout en l'améliorant. Par ailleurs, la vision à la fois plus complète et plus actuelle donnée par la situation tactique de référence (STR) accroît sensiblement la réactivité des GTIA. Il convient cependant pour la brigade de ne pas privilégier la conduite au détriment de la planification.

Pour la conduite des actions complexes, comme la relève sur position, la NEB permet au commandement de mieux contrôler (au sens anglo-saxon du terme) la manœuvre et de coordonner les appuis. Elle est particulièrement bien adaptée à une bonne coordination d'action des systèmes d'armes agissant dans la profondeur (manœuvre des effets).

Dans le domaine de la tactique, les gains apportés par la NEB s'appuient sur une plus-value importante dans l'élaboration et la diffusion des ordres, dans la fiabilité, la tenue et la mise à jour des situations tactiques. Il faut cependant bien veiller ne pas se laisser enfermer dans un monde virtuel. La vérification sur le terrain reste plus que jamais de mise.



Au prix d'une cinquantaine de blessés, le BATFRA aura tenu le tribunal, protégé et évacué les forces de l'ONU. Surtout, par un strict contrôle du feu, il aura interdit toute exploitation médiatique et évité un embrasement généralisé.

Certains points étaient sans doute perfectibles.

Le risque identifié de saturation de la zone a conduit à sous-dimensionner toutes les cellules. Le PC TAC du chef de corps aurait nécessité un troisième cadre pour assurer d'emblée une coordination plus étroite avec les forces sur place. De même, il était prévu de s'appuyer initialement sur les postes santé de la MINUK.

Or leur doctrine privilégie une évacuation rapide au détriment du tri initial : le rôle 2 a été rapidement submergé. Il faut privilégier la chaîne nationale de bout en bout. Enfin, la gestion des blessés doit faire l'objet d'un drill poussé dans les unités de combat : la mise à l'abri, la récupération des munitions et la mise en sécurité de l'armement doivent faire l'objet de procédures éprouvées.

A contrario, la planification poussée et le backbrief détaillé ont donné à tous une compréhension claire de la mission. Les relations de confiance établies au sein du bataillon ont permis une parfaite exécution de la manœuvre, à la limite des conditions normales d'emploi, en particulier de la part de la compagnie belge qui défendait la moitié du périmètre. L'habitude prise dès le début du mandat de tirer les enseignements à chaud avait permis d'identifier le besoin d'un DIA² spécialisé dans l'ouverture d'itinéraire et de l'entraîner. Sa mise en œuvre a garanti en permanence la liberté de circulation entre le tribunal et la zone arrière. Enfin, la parfaite maîtrise du

feu et surtout le courage personnel des capitaines commandant ont permis de tenir le dispositif.

Cet épisode souligne une nouvelle fois la complexité de la maîtrise de la violence.

La mesure et la progressivité sont essentielles, car une victoire tactique locale n'exclut pas la défaite stratégique (l'exploitation d'images à sensation peut entraîner un embrasement généralisé ou faire basculer la communauté internationale).

Elle n'exclut pas la détermination pour garder l'ascendant et préserver ses hommes. Elle suppose le courage de monter aux extrêmes, lorsque les agresseurs sont individuellement identifiés.

La complexité est accrue dès lors que plusieurs niveaux de violence cohabitent. A un coin de rue d'intervalle, les situations peuvent être radicalement différentes, aussi les unités doivent-elles savoir faire preuve de réversibilité dans l'action. En effet, dans un même secteur peuvent cohabiter une foule lançant des projectiles divers dont quelques grenades, et des tireurs embusqués prenant la troupe directement à partie. Des principes comme l'exclusivité des munitions à létalité réduite et conventionnelles sont à revoir.

Le contrôle de foule en situation insurrectionnelle nécessite un entraînement et des moyens qui vont bien au delà de ceux du maintien de l'ordre traditionnel. Ils doivent être pris en compte car l'emploi de la population en tant qu'arme n'est jamais à exclure, sur aucun des théâtres actuels.

Colonel Pascal LANGARD*
COMSUP Polynésie Française

* Ex-Chef de Corps 1^{er} RIMa

2 Détachement interarmes

La préparation d'une OMLT : retour d'expérience de la 9^{ème} BLBMa

Former une OMLT¹ consiste à monter un détachement d'assistance opérationnelle à part entière (11 Off ; 30 S/Off ; 9 MDR).

Si valorisant soit-il, un tel effort de qualification et de préparation paraît difficilement réalisable pour chaque projection. Il s'agit dès lors, pour le régiment désigné et la brigade, de capitaliser cet acquis en pérennisant une structure de préparation de leurs futures OMLT.

Reconstituer un détachement d'assistance opérationnelle² ?

- **Sélectionner** : la montée en puissance de l'OMLT de la 9^{ème} BLBMa a consisté pour le 3^{ème} RIMa, corps pilote, à remodeler une unité d'assistance opérationnelle interarmes. La sélection de cinquante officiers, sous-officiers et marsouins de la brigade³ pour constituer le nouveau DAO 9 a pris pour bases les compétences et expériences cumulées de chacun, fantassin, blindé, artilleur, spécialiste du guidage aérien, sapeur, transmetteur, et leur capacité à se remettre en cause physiquement, moralement et techniquement⁴.
- **Préparer** : articulée autour de semaines de préparation centralisée à Vannes, la mise en condition avant projection s'est échelonnée sur sept mois, soit trois mois de travail en commun

dont sept semaines d'entraînement collectif. Cinq séjours en centres ou camps d'entraînement nationaux⁵ ont permis la préparation du détachement au combat en milieu montagneux, la maîtrise des procédés d'exécution enseignés à l'armée afghane⁶, l'entraînement au mentoring, la réflexion tactique.

Un regard lucide sur le théâtre afghan et sur les particularités de la mission OMLT justifiait un tel effort.

Exploiter : pérenniser le DAO 9

A nouveau, les détachements d'assistance opérationnelle s'avèrent nécessaires pour fournir une aide aux armées étrangères de pays en reconstruction, contexte où l'intelligence de situation et le savoir-faire de petites unités autonomes primeront. Pérenniser le DAO 9 au retour des OMLT⁷ ira en ce sens. Cette structure interarmes, s'appuyant sur les unités spécialisées⁸ de la brigade, permettra de constituer le socle des futures équipes. Le concept de DAO ainsi rénové complète la création récente des GCP et GCM et contribue, à un moment où le besoin opérationnel est avéré, à combler l'intervalle trop large observé entre forces spéciales et unités de mêlée.

Face à la multiplication des solutions retenues par les différentes brigades, au terme de cette préparation volontairement exigeante, force est de constater qu'il est nécessaire

d'adapter rapidement nos structures à un engagement qui ne saurait se satisfaire du combat des restes.

Les revers sont aussi là pour nous y encourager : *«Il y a eu deux batailles dans la même journée ; j'ai perdu la première, j'ai gagné la seconde, c'était la bonne»* (Bonaparte, à propos de Marengo, 1800).

Lieutenant-colonel Jean-Bruno DESPOUYX*
Bureau emploi plan/9^{ème} BLBMa

*Chef BOI 3^{ème} RIMa jusqu'à l'été 2009.

1 *Operational mentoring liaison team* : équipe opérationnelle de mentorat (ou tutelle) et de liaison.

2 *«Les détachements d'assistance opérationnelle sont en priorité destinés à être engagés en actions extérieures dans des missions d'instruction, d'assistance, de renseignement ou de combat.»* (général Lagarde - 1979). Les DAO du 3^{ème} RIMa et du 2^{ème} RIMa ont été dissous en 1998, malgré d'ardents et illustres défenseurs du concept.

3 Composition du détachement : 3^{ème} RIMa : 25 pax ; 2^{ème} RIMa : 8 ; 11^{ème} RAMa : 6 ; 1^{er} RIMa : 4 ; 6^{ème} RG : 5 ; CCTMa : 1 ; 16 GA : 1.

4 A titre d'exemple, passage du Diplôme de compétence linguistique (DCL) de niveau 2 ou 3 pour tous.

5 CNEC, CEITO, Caylus, CNAM, Courtine.

6 *Combat patrol, base defense, coordination and search, urban operations, react to ambush.*

7 Le DAO prend implicitement la place de la SAED au 3^{ème} RIMa.

8 DAO du 3^{ème} RIMa, SAED du 2^{ème} RIMa, SLRO du 6^{ème} RG, DLOP du 11^{ème} RAMa.

«Opérations Distribuées¹» en Assoungha²

Le Régiment d'Infanterie Chars de Marine (RICM), renforcé d'éléments de la 9^e BLBMA³ et d'une section des forces spéciales Slovènes, a constitué le noyau dur du bataillon multinational centre (BMN-C), force d'entrée en premier de l'opération EUFOR Tchad – RCA de février à juin 2008. Constitué à Ndjamena au lendemain de l'offensive rebelle et de la RESEVAC⁴ qui s'ensuivit, le BMN-C a traversé le Tchad aux ordres du colonel Garnier, appuyé par les Mirage F1 du dispositif Epervier⁵. Nomadisant jusqu'à Forchana situé à 40 kilomètres de la frontière soudanaise d'Adré, il bâtit en quelques jours sa base principale et opérera d'emblée, dans des conditions caractérisées par la rusticité⁶ et initialement l'isolement⁷.

Cadre général de l'action.

Le mandat défini par la résolution du conseil de sécurité des Nations unies⁸, décliné dans les ordres du FHQ⁹, précise les 3 volets de la mission de la Force : contribuer à la protection des civils en danger ; faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations ; contribuer à la protection des infrastructures et du personnel des Nations Unies et assurer sa liberté de circulation.

Étendue sur 45 000 km², la zone d'action (ZA) du BMN-C rassemble plus de 100 000 réfugiés soudanais dans un rayon de 50 km autour de Forchana dans 4 camps, et près d'autant de déplacés tchadiens. Adossée au Soudan, où la majorité des groupes rebelles tchadiens stationne à une centaine de kilomètres de Forchana, elle offre peu de profondeur de manœuvre au bataillon, qui ne dispose pas de préavis en cas d'offensive rebelle depuis le Darfour, où inversement les bandes armées sévissant au Tchad peuvent rapidement se réfugier. Les forces armées Tchadiennes sont

essentiellement concentrées sur la garnison d'Adré.

La situation sécuritaire dégradée découverte à l'est du Tchad est caractérisée par une criminalité élevée à but de prédation (embuscades sur les axes, attaques par arme à feu sur les marchés ou dans les camps, vols de bétail) conjuguée à une violence interethnique qui se traduit par de nombreuses exactions (vols, viols et assassinats), des actions punitives et un cycle de représailles sans fin.

Cette situation est aggravée par la libre circulation des armes de guerre, le règne de la loi du silence et une forte solidarité clanique, qui rendent toute velléité d'investigation judiciaire illusoire. Dans ce climat d'impunité généralisée, les ONG sont victimes de pressions parfois accompagnées de menaces voilées, qui nourrissent leur sentiment d'insécurité et amènent certaines à cesser d'opérer dans la région.

Phase initiale : prise d'initiative, effort renseignement.

Disposant d'un volume de forces réduit¹⁰ (2 UE), le BMN-C a adopté d'emblée un mode opératoire très mobile visant à acquérir rapidement une image exacte de sa zone et des modes d'action de ses adversaires potentiels en «scannant» sa ZA (5 pelotons) sans jamais négliger la protection préventive et réactive (QRF) de ses mouvements et emprises (3 pelotons). «Montant» ses sections spécialisées (mortiers, antichars) en pelotons portés de reconnaissance, le BMN-C déploie ses ERC dans chaque patrouille pour familiariser les populations à leur vue et afficher des capacités crédibles sans cantonner les ERC dans un rôle d'ultime recours. Ces choix permettent au BMN-C d'opérer en limite d'extension de ses capacités de soutien déterminantes (postes de secours, ELI et HF), en activant en

permanence et simultanément de nombreuses patrouilles de sécurisation et de recherche de renseignement de niveau peloton, de portée et durée différentes, disposant d'un soutien adapté. En tout temps, le BMN-C avait ainsi de l'ordre de 70% de ses troupes en opération hors de la «FOB» de Forchana.

Pour compléter la cartographie de sa ZA, le BMN-C s'est connecté sur 3 réseaux d'information.

1 En référence au concept des «Distributed Operations» de l'US Marine Corps : action coordonnée de petites unités dispersées dans toute la profondeur de la zone d'action, capables de se reconfigurer rapidement, se renforcer mutuellement et faire intervenir des appuis. (USMC. A Concept for Distributed Operations-Headquarters USMC, 25 avril 2005)

2 Département de l'est du Tchad, frontalier du Soudan.

3 EMT, 1 escadron blindé ERC 90, train de combat n°2 et 1 peloton de protection du RICM. 1 CEA du 2^e RIMA, renforcée d'1 SAM et TACPY du 11^e RAMa, une section d'aide au déploiement du 6^e RG.

4 Le précurseur du RICM (chefs du BOI, du BML et du peloton transmissions) a pu participer directement à la conduite de la RESEVAC et assurer ensuite la montée en puissance du BMN-C pendant près de 4 semaines.

5 Appui renseignement quotidien (1 Patrouille M.F1) des colonnes face au risque d'une relance de l'offensive rebelle.

6 Aucune infrastructure, pas de climatisation zone vie (chaleur avoisinant les 50°C en journée), RCIR, pas de téléphonie ni Internet Welfare pendant toute la durée de son mandat, etc.

7 Le BATLOG et le BATALAT ne seront déployés qu'un mois et demi après le BMN-C, qui sera la seule force déployée à l'Est d'Abéché en mars et avril.

8 RCSNU 1778, 25 septembre 2007

9 Combined Joint Order n°1 (CJO1) et Joint Coordination Order n°1 (JCO1).

10 La compagnie d'infanterie Roumaine du BMN-C ne rejoindra finalement jamais le théâtre.

¶

Co localisé avec le siège régional de l'*UNHCR* et des principales ONG, le BMN-C a établi des procédures de coordination et d'échange d'information avec les **opérateurs humanitaires** (veille du réseau de sécurité de l'*UNHCR*, prévisions de mouvements à 48h des ONG, réunions, etc.) ainsi qu'avec les autorités tchadiennes qui partagent avec lui des intérêts convergents (veille du réseau gendarmerie, etc.). Les contacts entretenus par ailleurs avec les autorités militaires tchadiennes, dans le respect de l'impartialité de l'*EUFOR*, ont permis d'éviter des tirs d'hélicoptères sur l'unité du BMN-C déployée à proximité de la frontière soudanaise (méprise avec des intrusions rebelles). Enfin la posture du BMN-C, bienveillante vis-à-vis des populations et agressive envers les groupes armés, permet aux chefs de pelotons de recueillir chaque jour les confidences des conseils de villages, révélant les antagonismes, connexions et modes d'action des groupes armés.

Phase d'exploitation : restaurer la sécurité générale.

A l'issue de cette phase initiale, le BMN-C va adapter ses modes d'action à la lumière d'un triple constat :

- les moyens comptés mais puissants du BMN-C, dissuasifs vis-à-vis des groupes armés rebelles et des Janjaweed, sont **peu adaptés** pour contrer les menaces non militaires pesant sur les personnes que l'*EUFOR* doit protéger ;
- la Force **ne dispose pas des ROE requises** (contrôler, fouiller, désarmer, établir des zones assorties de restrictions)¹¹ ;
- le succès de la mission et la crédibilité du bataillon, fortement sollicité par les populations, reposeront sur son aptitude à restaurer la sécurité malgré ces limitations.

Le BMN-C mène donc des **opérations coordonnées avec les forces de gendarmerie tchadienne**, seules habilitées à neutraliser les menaces potentielles¹² (fouilles, saisies d'armes, arrestations) et conduit des **opérations à géométrie variable** afin de conserver l'initiative :

- **sécurisation ciblée**, dans les zones pauvres et étendues, l'activité économique génère la prédation. Les **jours de distribution** de vivres dans les camps de réfugiés ou de semences aux déplacés, les **routes de transhumance** saisonnières sud-nord des grands troupeaux, qui génèrent des flux économiques, ouvrent des fenêtres de risque. Le BMN-C démultiplie son action lors **des marchés**, qui concentrent ponctuellement dans le temps et l'espace des populations venant de loin : il y empêche les crimes, recueille du renseignement et façonne les perceptions (l'action du BMN-C est tôt connue au Soudan).
- **sur renseignement** (origine ONG, sous-préfecture, etc.) qui se concrétisent par mise en place de contre-embuscades de nuit sur zones d'embuscades pressenties le long des axes.
- **en réaction** par des manœuvres de **poursuites d'agresseurs, bouclages** ou **interposition** entre villages afin d'éviter des massacres interethniques, en recourant à une combinaison déploiement de forces-conciliation (en recherchant l'implication d'une tierce partie tchadienne).
- **a priori**, en concentrant temporairement (96h) dans un secteur sensible de la ZA l'ensemble des moyens disponibles appuyés par des moyens aéromobiles, pour y marquer un effort. Ces **opérations de saturation, déstabilisantes**, ont permis l'interpellation de bandits armés et la saisie d'armes.

Utilisation des appuis – Effort 3D.

L'aptitude à obtenir rapidement des **feux air-sol au niveau des pelotons**¹³ confère une grande liberté d'action au BMN-C, qui conserve ses mortiers à Forchana pour y assurer la défense de la base. L'appui hélicoptères sera déterminant dans le cadre des opérations de poursuites/bouclage, pour empêcher agresseurs et groupes armés de fuir au Soudan. Enfin, les *Slots* d'entraînement CAS alloués (2 par semaine) sont mis à profit pour conduire des *Show of Force* ciblés dans les secteurs les moins sécurisés de la ZA.

Gestion de la multinationalité.

Si la maîtrise des procédures UE et de l'anglais opérationnel, impérative au niveau de l'EMT (rédaction des ordres et CR, liaisons phonie avec le *FHQ*) est acquise¹⁴, le choix de **multinationaliser un bataillon** constitue une contrainte lourde, l'intégration d'un seul élément anglophone imposant de basculer tout ou partie de son réseau tactique en langue anglaise. L'anglais opérationnel doit alors être maîtrisé jusqu'aux plus bas niveaux.

11 L'activation de ROE élargissant les prérogatives de la Force, demandée au commandant de l'opération par le Force Commander le 3 mai 2008, sera refusée.

12 Ce choix permettra en outre au BMN-C de ne pas s'impliquer dans le règlement des litiges de propriété tout en aidant la gendarmerie tchadienne, placée devant ses responsabilités, à reprendre durablement l'initiative dans cette zone.

13 Tous les chefs de peloton, les CDU et 50% des officiers du CO ont été qualifiés ECAS Operator à Ndjama/Massaguet avant le déploiement vers l'Est et ont effectué plusieurs guidages de Mirage F1. Le TACPY du bataillon sera prioritairement adapté aux détachements les plus isolés et lointains.

14 La quasi-totalité des officiers du CO étaient anglophones.

Le CDEF vous informe (DSRO)

Un nouveau JANUS pour l'entraînement des forces

Une nouvelle version de la simulation JANUS a été déployée à l'été 2009 dans les écoles d'armes de mêlée, d'appui et à l'école d'état-major. Trois axes d'effort caractérisent cette version : la communication avec les SIC, la refonte de l'ergonomie, l'entraînement des unités logistiques de niveau 4.

La communication avec le SIR via le composant ESTHER¹ a été mise à niveau, simplifiée et supporte la version Windows XP du SIR.

ESTHER est en effet issu d'un plan d'étude amont (PEA) et est soutenu depuis 2006 par la DSRO.

L'ergonomie a été entièrement revue afin de simplifier le travail de l'opérateur. Une fonction améliore notamment le rendu 3D du terrain en vue 2D (estompe) tout en conservant la capacité pour un même opérateur de gérer simultanément un grand nombre d'unités. Les nouvelles fonctionnalités logistiques sont issues du RETEX des exercices BELOUGA conduits à l'école d'état-major par la 2^{ème} brigade logistique.

De nouveaux modèles et données ont également été intégrés afin de renforcer les possibilités d'entraînement aux opérations les plus probables (IED, NEDEX).

Ces évolutions ont immédiatement reçu un accueil favorable de la part des centres qui avaient pu les tester lors de tests en charge réalisés dans les organismes de formation.

En complément, le nouvel éditeur de scénario accompagnera cette version dès septembre 2009. Il permettra une plus grande rapidité de préparation des exercices, optimisant ainsi les tâches des superviseurs et administrateurs.

CEN Lionel CLAVEL
Officier de projet JANUS

¹ ESTHER : Environnement Synthétique de Théâtre pour l'Entraînement des PC d'unités.



Enfin le BMN-C a fait le choix payant¹⁵ de binômer systématiquement sa section Slovène à une unité française afin de faciliter son acculturation aux spécificités africaines et la familiariser avec les modes d'action du bataillon.

Au bilan, l'action du BMN-C a contribué au retour de près de 20 000 déplacés. Par sa **mobilité** et son **ubiquité**, témoin de l'action ou de la passivité des uns et des autres, le bataillon s'est attaché à créer une **obligation d'action** pour l'ensemble des acteurs responsables du soutien (OI et ONG) et de la sécurité (gendarmerie tchadienne) des populations. Le général Nash, qui s'est

fait présenter le mode opératoire du BMN-C à Forchana le 10 avril, a demandé à ce que tous les bataillons de la force l'adoptent.

Colonel Jean-Pierre FAGUÉ*
Division emploi EMA

*Ex-chef de BOI du RICM et chef opérations du BMN-C

¹⁵ Le BMN-C n'a ainsi pas eu à gérer les conséquences de réactions inappropriées que d'autres contingents européens, se méprenant sur des attitudes locales, ont pu avoir, tel le tir à la munition gomme-cogne de sentinelles d'un contingent Nordique sur des enfants tchadiens qui s'approchaient de leur enceinte à Abéché, provoquant un émoi considérable parmi les populations.

Lutte contre IED¹ : au-delà de la sensibilisation

La prise en compte du danger constitué par les IED a déclenché des actions très nombreuses, qu'elles concernent les équipements, les qualifications du personnel, les tactiques et les modes d'actions employés...

Parmi ces actions, les sensibilisations dispensées au cours des MCP sont indispensables et doivent être comprises comme une adaptation réactive à un élément nouveau survenu sur le théâtre. Mais il est certainement temps, maintenant, de **les compléter par une action en profondeur**, en dépassant le cadre des MCP pour investir le champ des entraînements (c'est déjà un peu le cas), celui de l'instruction collective et surtout celui de l'**instruction individuelle**.

Sur le théâtre afghan, la grande majorité des IED détectés le sont à vue, lors des reconnaissances : les «bonnes pratiques» enseignées lors des sensibilisations et décrites dans le Mémento de lutte contre les IED sont vitales et efficaces. C'est bien pour cela qu'elles méritent d'être intégrées à nos célèbres «actes réflexes et actes élémen-

taires du combattant» qui figurent au programme des formations générales. Dans le même mouvement, les formations du sapeur pourraient être actualisée par les apports des engagements récents. Il s'agit d'intégrer la lutte contre IED dès les premières formations de spécialité et de continuer à faire évoluer l'instruction «MINEX» en augmentant encore les capacités d'action contre les pièges de combat.

En bref, il s'agit de profiter de l'expérience des engagements actuels pour actualiser le contenu de nos formations et de profiter des instructions initiales et élémentaires, générales ou de spécialité, pour commencer à enseigner au plus tôt les bonnes pratiques, vitales sur les théâtres d'opération : le «5/25», le «5C» ont toute leur place et surtout leur utilité auprès des FOMEC, SMEP et VITAL !

Colonel Patrice QUEVILLY*
Centre des Hautes Etudes Militaires

* CdC 6^{ème} RG jusqu'à l'été 2009.

¹ IED : Improvised Explosive Device : engin explosif improvisé (artisanal)

Eléments de réflexion pour le dialogue interarmes : comment augmenter l'efficacité des sapeurs intégrés au sein des sections d'infanterie ?

La liberté de manœuvre de la force, son niveau de protection, de sauvegarde et la qualité de son déploiement dépendent du temps laissé au sapeur pour œuvrer, ainsi que des engins, du matériel et ... des bras mis à sa disposition. C'est bien ces fameux «délais et moyens» qui feront la différence... La responsabilité du chef interarmes, éclairé par son sapeur, est de définir le bon compromis entre les effets escomptés et les délais et les moyens à y consentir. La définition de ce compromis est justement au cœur du dialogue interarmes.

Le développement de l'entraînement au combat en zone urbaine puis l'exigence des engagements au Liban et surtout en Afghanistan ont révélé la nécessité d'une intégration interarmes aux plus bas échelons. Les réarticulations, indispensables pour que soit produit l'effet «génie» attendu, apparaissent désormais autant essentielles qu'illusoire. Essentielles parce qu'un combat par nature imbriqué et cloisonné nécessite que toute unité, indépendamment de son volume, dispose de toutes les capacités interarmes. Illusoires car l'imbrication et le cloisonnement rendent les renforcements en cours d'action sinon impossibles, du moins sources de frictions.

Ainsi, *par nécessité et par réalisme*, les détachements sont-ils devenus de façon «native» interarmes.

Notons en passant quelques inconvénients d'une telle organisation. Les renforcements sont donnés d'emblée et à tous et non plus en fonction du besoin ; le coût est donc plus élevé et

la concentration des moyens «génie» est plus délicate. L'efficacité d'une telle organisation n'est donc pas acquise : maintenant que le commandement tactique des unités du génie échappe au sapeur qu'il soit colonel, capitaine, voire lieutenant, maintenant que l'ensemble des moyens génie est disséminé auprès des plus petits détachements interarmes, comment atteindre une efficacité minimale ? Dans cet objectif, 2 actions sont nécessaires, l'une pour *assurer l'autonomie des sapeurs insérés* et l'autre pour *garantir la pertinence de la chaîne technique du génie*.

Seuls de leur arme au sein de la section d'infanterie, *les sapeurs* doivent être techniquement capables de tout. Le rythme des ordres et de leur exécution est, au niveau d'une section d'infanterie, très élevé et les sapeurs qui y sont insérés doivent suivre ce tempo rapide. Ils doivent finalement être *capables de tout, et tout de suite*. C'est-à-dire qu'ils doivent être polyvalents, équipés de matériels performants, légers et peu encombrants... C'est vite dit mais c'est certainement compliqué à mettre en œuvre.

Seul, le *chef* de cet élément est responsable de la mise en œuvre de l'action génie. Il lui faut donc détenir *toutes les qualifications* et les habilitations nécessaires, en particulier dans le cadre de la reconnaissance, du déminage, de la dépollution et bien-sûr du «dépiégeage».

Le CDEF vous informe (DSRO)

Analyse opérationnelle

Un officier du bureau recherche opérationnelle a suivi un stage d'analyste opérationnel, le «Operational Research System Analysts (ORSA) Training Course», qui s'est tenu du 26 juillet au 07 août 2009 à l'Army Logistics University (Fort Lee, Virginia, USA).

Déployés au sein des états-majors américains en opération, du niveau de la brigade à celui du corps, les officiers ORSA apportent un appui scientifique aux cellules et fournissent une aide à la décision appréciée des commandants d'opération, grâce à des compétences centrées sur la collecte, l'analyse et la visualisation de données.

Des travaux réalisés sur des données collectées en Irak et en Afghanistan ont prouvé la pertinence et la facilité de prise en main des logiciels employés, constitué principalement de produits commerciaux intégrés dans Excel et d'un outil de visualisation cartographique. La recherche de corrélation entre événements ou la visualisation de densités d'incidents (IED, attaques-suicide) sur des cartes datées sont des exemples de la plus value apportée à l'analyse de situation.

L'acquisition d'une telle capacité d'analyse opérationnelle par l'armée de Terre ne semble pas hors de portée, mais nécessite sans doute une adaptation culturelle. La collecte de données opérationnelles devrait, quant à elle, être simplifiée par la numérisation en cours.

CBA Roland GOFFETTRE
Chargé d'étude au bureau étude et recherche opérationnelle



f

Il doit également participer, à son niveau, au dialogue interarmes, c'est-à-dire *conseiller l'emploi* de ses moyens, prévenir de leurs limites, éventuellement demander de les renforcer. La dualité des fonctions exercées par le chef de détachement du génie (conseiller l'emploi/conduire la mise en œuvre) atteint ici ses limites. Le chef de groupe de combat du génie a beaucoup à faire et rapidement, nous l'avons vu. Peu de temps donc pour le dialogue interarmes. Echange qui, de surcroît, suppose la connaissance de quelques rudiments de la manœuvre interarmes et réclame un minimum de poids pour exposer, et le cas échéant pour défendre, son point de vue. Il semble alors sage de dédoubler ces deux fonctions : quand l'un contrôle et conseille, l'autre commande. La question importante des qualifications et des habilitations nécessaires pour intervenir sur des engins explosifs serait par ailleurs résolue. Elles dépassent les compétences et souvent l'expérience d'un chef de groupe. C'est pourquoi, seule la présence au minimum d'un sous-officier qualifié « EOD-2 » auprès du groupe de combat du génie et donc

au sein de la section d'infanterie, permet de garantir un appui vraiment autonome. Il garantit en effet une appréciation fiable de la situation génie pour le chef de section d'infanterie et apporte en cas de besoin une expertise complémentaire dans le domaine des engins explosifs.

En renforçant d'emblée les sections d'infanterie de groupes du génie, le commandement tactique des unités du génie échappe aux sapeurs.

La *chaîne technique génie* mérite alors d'être *consolidée* : du haut vers le bas, le contrôle tactique vérifie en particulier l'adéquation des moyens engagés avec le type de mission de l'unité appuyée et les conditions prévisibles de son engagement ; du bas vers le haut, il s'agit de rendre compte des réalités du terrain, de déclencher la mise en œuvre de renforts spécifiques, d'alimenter les différentes bases de données, de tenir à jour les historiques. En bref, ces échanges d'informations techniques permettent la mise à jour des procédures, des cadres d'emploi, facilitent la préparation des missions et garantissent donc leur bonne exécution.

Cette chaîne technique est constituée par les conseillers génie des différents chefs interarmes, au sein des sections,

des SGTIA, des GTIA, des brigades et du théâtre. Sa consolidation passe certainement par une *simplification* de cette chaîne, qui s'est quelque peu (trop ?) sophistiquée par la prise en compte progressive de la lutte contre les engins explosifs.

L'intégration des sapeurs au sein des sections d'infanterie est une réponse nécessaire et pragmatique aux conditions d'engagements actuels.

Pour la rendre encore plus efficace, il ne faut certainement pas négliger les aspects matériels (aptitude pour le groupe de combat à mettre rapidement en œuvre de nombreuses capacités), ni ignorer la question des qualifications du domaine EOD (disposer d'un EOD-2 auprès du groupe de combat du génie et d'une équipe EOD-3 au sein d'un SGTIA). Mais, il ne faut pas non plus sous-estimer l'impact de la chaîne technique génie du commandement du théâtre jusqu'aux SGTIA et aux sections d'infanterie : bien organisée et pertinente, elle contribuera directement à l'efficacité des groupes de combat du génie.

Colonel Patrice QUEVILLY*
Centre des Hautes Etudes Militaires

* CdC 6^{ème} RG jusqu'à l'été 2009.

Polyvalence accélérée mais expertise croissante

L'artillerie française a connu dans les années 90 une révolution avec la séparation du métier d'artilleur sol-sol en 2 métiers, «l'avant» tourné vers l'interarmes et l'acquisition, et «l'arrière» dédié au tir. Il en a résulté une «segmentation» des compétences sur la trajectoire qui pose son lot de questions en matière de cohérence et de rapidité.

A travers cet exemple, on observe comment l'arrivée de nouveaux matériels et de procédures interarmes plus com-

plexes a imposé le développement des expertises au détriment de la polyvalence. La polyvalence dont il est question ici peut être appréhendée sous 2 angles. Elle est d'une part l'aptitude à servir plusieurs types de matériels dans le cadre d'une même fonction opérationnelle et d'autre part, elle recouvre la capacité à remplir des missions PRO-TERRE. Cette polyvalence, dont on sent qu'elle est de plus en plus nécessaire si on observe le rapport engagementsexternes/ressources opérationnelles, est-elle menacée par

l'expertise croissante qu'impose l'exercice du métier militaire ? En d'autres termes, polyvalence et expertise sont-elles inconciliables ?

Non, car la polyvalence est une contrainte alors que l'expertise est un impératif dont on peut moduler l'exigence. En clair, c'est en matière d'expertise que l'on peut faire des concessions pour être pleinement polyvalent, sans pour autant faire n'importe quoi...

➔



Polyvalence et expertise ne sont en définitive qu'apparemment contradictoires. Il est possible de hiérarchiser ces 2 réalités pour fixer les priorités, nécessaires en matière de préparation opérationnelle.

Aujourd'hui dans l'armée de Terre française, être opérationnel c'est être polyvalent tout en garantissant un niveau d'expertise seuil. Cette culture de la polyvalence est même un moteur en matière de développement des expertises... Prenons garde qu'elle ne devienne pas à son tour une expertise en tant que telle !

Les réformes vécues par l'armée de Terre ainsi que la multiplication des engagements ont créé un besoin en matière de polyvalence. La rationalisation des moyens et la volonté de densifier les compagnies d'infanterie ont ainsi amené les artilleurs (y compris LRM) à s'approprier le mortier de 120. Dans le même temps, l'engagement intensif de l'infanterie générerait le besoin de répartir la charge opérationnelle. Le modèle des compagnies de marche fut alors normé dans le concept PROTERRE, mais la polyvalence ne peut être à géométrie variable : reconnaître des compétences larges aux unités non-infanterie lorsqu'il s'agit de soulager cette dernière... pour les contester lorsque la charge se fait plus légère. A l'autre bout du spectre, certaines missions et la grande variété des systèmes d'arme en service dans la fonction combat débarqué requièrent à l'évidence des unités dédiées.

On voit qu'une double exigence de polyvalence s'est peu à peu imposée. Au 11^{ème} RAMa, le choc culturel a été atténué par l'ancrage interarmes de la 9^{ème} brigade et la fraternité d'arme unissant les unités, le 11 étant habitué à renforcer les régiments d'infanterie. Cette polyvalence a vu récemment le régiment engagé au Liban et au Kosovo ou armer la compagnie d'in-

fanterie en Nouvelle-Calédonie. Cela ne lui donne pas la maîtrise de l'engagement débarqué, loin s'en faut, mais lorsque les circonstances l'exigent, il est capable de repousser le seuil de ses compétences.

On peut noter à travers cette évocation que la polyvalence n'efface pas le besoin d'expertise, mais ce dernier apparaît comme une conséquence de la nécessaire polyvalence, qui est une contrainte liée aux circonstances. L'expertise est plutôt un impératif dont on peut fixer le niveau : elle offre une marge de manœuvre.

Pour autant, la nécessité de l'expertise ne saurait être remise en question, sauf à envisager d'en parler sous l'angle de la compétence minimale requise plutôt que d'un capital de connaissances. Il existe une dérive courante qui consiste à confondre expertise et compétence. Un peu comme un écran de fumée, l'expertise technique confère une qualité indiscutable dont la réputation sera d'autant renforcée qu'elle est rare. Pour paraphraser le docteur TAREYRE à l'arrivée du challenge des médecins dans *«Les bronzés font du ski»* : «c'est toujours un spécialiste qui l'emporte, jamais ils ne feront gagner un généraliste».

Le métier militaire regorge d'experts qui revendiquent un domaine de compétence exclusif. Dans un contexte de technicité croissante, ce phénomène est naturel, mais le danger guette de voir de tels domaines acquérir des logiques exclusives qui occultent la finalité de l'expertise et la cohérence du métier de soldat. Certes, il ne faut pas faire faire n'importe quoi à n'importe qui mais le nécessaire «fond de sac» du soldat doit permettre de limiter le champ des expertises au strict nécessaire.

Pour trouver un équilibre, l'axe de travail consiste à garantir la maîtrise de son domaine d'expertise puis de

développer d'autres compétences qui garantiront une vraie polyvalence. A niveau technique équivalent, c'est ce qui permet de différencier les unités. La situation actuelle – avec un contrat de projection élevé – impose cette polyvalence. Mais elle possède des vertus propres qu'il convient de prendre en considération. La principale est que cette recherche de la polyvalence donne aux unités un sens de l'adaptation. Au-delà de cette aptitude, on constate que celles qui consacrent un effort en terme de polyvalence ont un degré d'exigence professionnelle qui les protège de l'éparpillement pour les inciter à une plus grande compétence dans le cœur de métier qui, seul, permet d'aborder sereinement le développement d'autres compétences. Cette approche requiert aujourd'hui des efforts en raison d'un taux d'activités qui perturbe la préparation opérationnelle. Il faut en effet lutter en permanence contre la perte des savoir-faire. Pour le 11^{ème} RAMa, chaque contrôle opérationnel exige une remise à plat, surtout lorsque les unités rentrent de missions «périphériques». Ce sentiment de reprendre l'apprentissage à zéro est trompeur, les résultats démontrant une vraie réactivité mais surtout la présence d'un fond d'expertise.

L'exemple de la préparation opérationnelle des *OMLT* pour l'Afghanistan illustre ce principe. Cette «redécouverte» de la nécessaire polyvalence doit servir de fil conducteur dans le développement opérationnel des unités en matière d'équilibre polyvalence/expertise, 2 notions parfaitement complémentaires.

Lieutenant-colonel (TA) Yves METAYER
Chef BOI 11^{ème} RAMa

La numérisation des brigades

L'informatique toujours plus présente dans la vie courante ne pouvait rester absente du système de commandement opérationnel des forces terrestres et c'est donc bien naturellement que l'Etat-major de l'armée de terre a décidé, il y a quelques années, d'engager le processus de la «numérisation de l'espace de bataille». Il s'agit par là de mettre en place des moyens techniques (*ordinateurs, logiciels, postes et accessoires divers*) à tous les niveaux, depuis le LCC¹ jusqu'à la section, le peloton voire l'engin, et de les faire communiquer entre eux, pour améliorer la transparence du champ de bataille et accélérer le rythme décisionnel. En bref, améliorer notablement un système de commandement traditionnel, qui s'appuyait auparavant sur des ordres et des comptes rendus transmis par la radio ou rédigés en format papier. Un point de situation montre que non seulement la route est encore longue à parcourir pour que ce soit vraiment le cas mais qu'il faut sans doute aussi préciser le cap.

Les 3 actes clé d'un système de commandement sont :

- **Savoir** : la connaissance et la compréhension de la situation globale (*ami, ennemi et tout ce qui constitue l'environnement*) et ceci si possible en temps réel...
- **Décider** : la capacité à concevoir le plus vite possible le meilleur mode d'action de la force que l'on commande.
- **Commander** : la facilité à rédiger des ordres clairs, précis, concis, facilement exploitables, à les transmettre en sûreté et à en conduire l'exécution.

Analysons en conséquence les apports de la numérisation au niveau du CO² de la brigade :

1. Savoir :

Incontestablement, dans ce domaine, il y a eu une avancée et les perspectives sont des plus prometteuses. La remontée automatique des positions amies lorsque les SIT³ seront en place, le débit élevé des informations qui peuvent transiter, l'incrémentation automatique de la situation logistique et bien d'autres possibilités font que le chef aura une information plus riche et bien plus rapide que par le passé, à condition de remédier à deux inconvénients :

- ne pas se laisser noyer par une masse d'informations qui empêchent de discriminer celles qui sont pertinentes pour le niveau considéré. Pour cela, il faut aménager l'architecture des CO et créer une véritable cellule de «gestion de l'information entrante», qui analyse l'intérêt de chaque document électronique, filtre et ventile seulement ce qui est nécessaire à chaque destinataire.
- restaurer l'intérêt de la carte, qui a beaucoup perdu avec le SIC-F⁴. Pour cela il faut que les industriels améliorent leur logiciel pour que la représentation d'une situation tactique soit plus exploitable (*taille des icônes différenciée, meilleure représentation graphique des missions, etc.*) mais il faut aussi travailler sur le matériel pour doter le CO d'un vrai outil de visualisation, capable de projeter autour d'une carte synthèse de grande taille et de très bonne qualité graphique (*pour la restitution du terrain et la lecture des noms de lieu*) des vues complémentaires qui peuvent faire apparaître à la demande un zoom sur une situation locale, un plan d'obstacle ou de feux, une situation logistique etc.

2. Décider :

Jusqu'ici, la numérisation ne s'est pas beaucoup intéressée à ce domaine. Elle n'aide pas réellement à la conception d'une opération et la cellule MANFUT continue de travailler sur une vieille carte papier au 1/100 000 en appréhendant le terrain grâce aux zones hachurées... 2 décisions, peu coûteuses car ces moyens existent, permettraient d'apporter une véritable plus-value technique :

- La mise en place d'un équipement permettant la visualisation en 3D, sur un écran plat de très grande taille, de la zone d'action (*carte et photo aérienne*), avec des fonctionnalités cumulant l'ergonomie de *Google Earth* et la transition de la carte à la photo type Géoportail.
- La mise en place d'un simulateur (*genre JANUS ou SCIPIO*) qui permettrait de confronter les MA/ME⁵.

3. Commander :

C'est la fonction qui pose le plus de problème dans la numérisation. Sans revenir sur les raisons qui ont vu le développement des SIOC⁶ (SIC-F et SIR⁷) par des industriels différents et faisant confiance à l'avenir pour fusionner en un seul système toute la chaîne numérisée, force est de constater que les outils ne sont pas très intuitifs ni ergonomiques.

1 LCC (*Land Component Command*): commandement de la composante terrestre.

2 CO : Centre opérationnel.

3 SIT : Système d'information terminal.

4 SIC-F : Système informatisé de commandement des forces.

5 MA-ME : Modes d'action AMI et ENNEMI.

6 SIOC : Système d'information opérationnelle.

7 SIR : Système d'information régimentaire.

¶

S'ils sont parfaitement maîtrisables par les ingénieurs qui les développent et des officiers qui les pratiquent à longueur d'année, ils sont lourds et trop complexes pour des opérateurs qui ne les utilisent qu'occasionnellement, qui changent fréquemment d'emploi et voient en plus les versions évoluer au gré des exercices. Il est impératif que les logiciels deviennent plus faciles d'emploi et que les informations soient accessibles avec moins d'actions dans les menus déroulants.

Certaines améliorations seraient un réel progrès pour les utilisateurs :

- La possibilité d'échanger des documents Word, Excel et PowerPoint, ce qui permettrait par exemple d'envoyer un WINGO⁸ par capture d'écran dès qu'une idée de manœuvre serait arrêtée ;
- La possibilité de faire transiter sur le réseau ATLAS⁹ des documents qui ne passent plus par le réseau SIC F/SIR quand il y a temporairement un problème technique.

En conclusion, la numérisation est en marche et doit continuer car le processus est inéluctable. Elle doit surtout réussir et pour cela les « opérationnels » doivent être plus présents pour influencer sur son développement.

Colonel Jean-Marie LHOSTIS*
ADJ Terre EMA

*ADJ 9^{ème} BLBMA jusqu'à l'été 2009.

8 WINGO (WarnING Order) : ordre préparatoire à un ordre d'opération.

9 ATLAS : Automatisation des Tirs et des Liaisons de l'Artillerie Sol/sol.

L'EEI ou la liberté d'action de la brigade

Unités blindées les plus projetées, les escadrons d'éclairage sont trop souvent employés au niveau du GTIA. Or **la véritable plus-value de l'EEI s'obtient par son emploi à l'échelon supérieur, brigade ou task-force : il constitue alors l'unité de mêlée apte par excellence à lui procurer sa liberté d'action.** En effet, ces aptitudes spécifiques en font un précieux outil d'anticipation ; en outre, son emploi judicieux permet à la brigade de conserver l'initiative tactique.

Le rôle de l'EEI sur un théâtre comme le Kosovo permet d'illustrer cette thèse.

L'EEI, outil de l'anticipation de la brigade

Doté de moyens numérisés compatibles avec le niveau de la brigade ou du théâtre, habitué par culture à intégrer une manœuvre de ce niveau, l'EEI se caractérise notamment par une incomparable capacité tant en matière d'élongation que de maillage du terrain. Riche en moyens transmissions, bénéficiant de la mobilité sous blindage et de la souplesse d'emploi qu'offre le VBL, il peut déployer des

éléments légers du volume de la patrouille, véritable pion de base autour duquel se construit dès la métropole l'entraînement de l'unité, phase qui inclut notamment la réalisation de dossiers d'objectifs, la culture de l'autonomie et l'entretien d'une rusticité éprouvée.

Ces caractéristiques confèrent en particulier à l'EEI une aptitude au déploiement d'urgence ainsi qu'au travail en zone d'insécurité. Apte à la reconnaissance de lignes de débouché ou de zones de coup d'arrêt, complémentaire de la BRB dont il peut préparer l'engagement et confirmer par l'observation le renseignement d'ordre technique, l'EEI participe ainsi à la lutte contre le brouillard de la guerre : unité d'aide à l'engagement, il est à la brigade ce que la SER est au GTIA.

Un spectre de missions désormais plus large que l'éclairage

Par ailleurs, l'emploi de l'EEI permet à la brigade de conserver une véritable capacité de manœuvre et donc de préserver son initiative tactique.

Autrefois conçus pour un engagement face à un ennemi (numérique) bien supérieur et contre lequel

le combat était à tout prix évité, les pelotons d'éclairage sont aujourd'hui le plus souvent confrontés à un adversaire à leur portée, constitué de bandes armées faiblement protégées. Blindé, mobile et disposant d'une solide puissance de feu¹, l'EEI supporte dans ce contexte le combat de rencontre et peut en particulier prendre et préciser le contact, procédé de renseignement beaucoup plus pertinent que la seule observation qui révèle rarement l'intention de l'ennemi. Ceci est d'autant plus vrai depuis l'intégration d'un peloton d'intervention sur VAB T20.13, dont l'emploi groupé ou décentralisé renforce la capacité de manœuvre de l'unité et dont l'armement, complémentaire du missile Milan, s'avère très adapté aux opérations actuelles².

➔

1 6 Milan, 6 12.7, 12 ANF1, 18 AT4, 6 FRF2, 3 canons de 20.

2 « Les VAB C 20 et les Milan ont été les deux armes qui ont permis d'infliger les coups les plus sévères », COL LE NEN, à propos de l'engagement en Kapisa.

f

Ainsi, organiquement subordonné à la brigade, l'EEI apparaît comme l'unité la plus à-même de :

- constituer naturellement l'indispensable élément réservé de niveau N-2 dont la brigade, comme tout échelon tactique, a besoin pour manœuvrer³ ;
- sécuriser la zone arrière de déploiement et contrôler les espaces lacunaires en relevant plusieurs SGTIA dans une zone moins exposée afin de les réengager sur l'action principale pour conserver une capacité de manœuvre ;
- couvrir ou flanc-garder l'action principale de la brigade en combinant ses capacités de surveillance et de réaction.

L'EEI au Kosovo : un potentiel trop peu exploité

L'exemple du Kosovo est symptomatique. Depuis dix ans, l'EEI y est intégré dans un bataillon où il est

employé comme une unité élémentaire classique.

Comme sur la plupart des théâtres actuels, la multiplicité des points à sécuriser au regard des troupes disponibles conduit naturellement à des dispositifs très figés. Un pion réservé à la main de la task-force permettrait de redynamiser la manœuvre, soit en l'employant comme échelon d'urgence pour reprendre l'initiative, soit en lui confiant des opérations particulières pour marquer un effort, voire en relevant un GTIA complet sur une zone moins tendue pour préparer un engagement majeur.

Ainsi par exemple, lors du regain de tension qui a suivi la proclamation d'indépendance de la province en février 2008, l'EEI aurait pu, aux ordres directs de la brigade, relever le bataillon allemand. Son secteur, couvrant environ 500 km² dans la Drenica, correspondait de fait à la zone arrière de la brigade. En «libérant» un GTIA complet, cette relève aurait incontestablement redonné du dynamisme à

la manœuvre et permis de limiter le recours systématique aux *tactical reserves* issues d'autres brigades, connaissant mal la zone Nord et n'y agissant que très brièvement.

C'est donc bien dans son emploi au niveau supérieur au GTIA et dans la combinaison réversible du mouvement, du feu et du renseignement que réside toute la plus-value de la manœuvre de l'EEI, outil majeur de la liberté d'action de la brigade grâce à son aptitude à couvrir dans les opérations actuelles un spectre de missions beaucoup plus large que le seul éclairage.

Capitaine Thibaud THOMAS
commandant l'EEI de la 9^{ème} BLBMA

³ A fortiori depuis la disparition des CAC.

Tribune

Vers des régiments «multi-rôles» ?

En faisant le choix de créer 4 brigades multi rôles, l'armée de terre a-t-elle intérêt à se doter aussi de régiment multi-rôles ?

Sans recréer des régiments interarmes, peut-on imaginer que les régiments de la fonction mêlée deviennent des unités multi rôles identiques ?

La réponse pourrait être positive afin de s'adapter au présent mais aussi pour devancer l'avenir.

S'adapter au présent c'est répondre au contexte actuel qui exige des formations polyvalentes, interarmes et adaptées au durcissement des engagements.

La polyvalence, apparue d'abord comme une nécessité, est devenue une réalité.

Dans un contexte où économie des moyens et juste suffisance sont plus que jamais des critères essentiels, et parce qu'il existe un socle commun de savoir-faire, l'armée de terre a créé des concepts d'unités génériques, capables de remplir des missions communes. Aujourd'hui, la polyvalence est donc une réalité lors des projections. Les régiments de mêlée, qu'ils soient infanterie ou blindé, savent se déployer sur différentes structures, partager des savoir-faire et exercer différents métiers.

➔

¶

De plus, l'armée de terre a toujours eu besoin d'unités interarmes. Or les unités de mêlée, sur-employées pour certaines et sous-employées pour d'autres, ne sont plus tout à fait adaptées aux engagements actuels.

Aujourd'hui comme hier, les unités de mêlée se battent côte à côte. Constitués dès le temps de paix, ces GTIA gagneraient donc en cohésion et en efficacité. Les inconvénients d'hier, dispersion des moyens d'instruction notamment, sont moins d'actualité avec la montée en puissance des centres d'instruction spécialisés et des pôles d'entraînement. En outre, une éventuelle densification des régiments leur permettrait d'atteindre une taille critique facilitant leur vie quotidienne. Enfin nos drapeaux et étendards seraient à nouveau déployés sur les champs de bataille, répondant à l'absolue nécessité de nourrir un sentiment d'appartenance capable de transcender la peur au combat.

Dans ce contexte, la cavalerie légère blindée (CLB) pourrait constituer un laboratoire car son emploi est en pleine évolution, aucun régiment de CLB n'ayant été projeté tel quel depuis la guerre d'Algérie, y compris au cours de l'opération Daguet.

Orienté hier vers la reconnaissance blindée type «Guerre Froide», la CLB a désormais souvent des missions proches ou liées à celles de l'infanterie, en particulier quand ses unités fournissent des compagnies de marche (Krajina, Rwanda,..) voire constituent l'ossature de GTIA à dominante infanterie.

A l'heure où le nombre de fantassins est insuffisant et où les blindés (trop nombreux ?) voient leurs missions et leurs équipements en pleine évolution, la construction de régiments de mêlée polyvalents, interarmes, identiques permettrait sans doute de nous adapter aux combats de demain. Des régiments, «multi-rôles», identiques, permettraient en effet d'être précurseurs et de se projeter dans l'avenir, tant au plan organique que tactique.

Dans le domaine organique, il est évident que nous ne pourrions faire l'économie d'une rationalisation matérielle et humaine. Le développement d'engins à la

conception proche pousse logiquement à leur regroupement pour en faciliter le soutien.

Au-delà de cet intérêt matériel, la densification humaine des régiments d'infanterie ou de blindés pourrait s'inscrire pleinement dans le cadre de la réforme de l'Etat. Des bases de défense répondant à une logique opérationnelle, rassemblant en une ou deux formations de mêlée, un régiment d'infanterie et un régiment blindé, ne seraient-elles pas plus viables que des bases de défense hétérogènes ? Enfin, alors que nous allons avoir peut-être des difficultés à supprimer les 54 000 postes là où nous avons imaginé les gager, pourquoi ne pas procéder à ces regroupements pour continuer à gagner la bataille des effectifs et éviter d'être contraint ultérieurement de dissoudre d'autres unités ?

Dans le domaine tactique, l'avenir devrait surtout être marqué par une probable évolution des notions de combat embarqué et débarqué. Le distinguo entre ces deux notions s'efface. Il y a donc besoin d'unités aptes à conduire des missions où la différence entre combat embarqué et combat débarqué se sera estompé. Les régiments de mêlée possèdent chacun dans leur domaine, infanterie et blindé, la moitié des savoir-faire du combat de demain. Les régiments d'infanterie maîtrisent le combat débarqué, les blindés le combat embarqué. Leur complémentarité est évidente, les uns ayant besoin des autres. Pour maîtriser pleinement le combat de demain, il reste à chacun autant de chemin à parcourir en direction de l'autre ; autant que ce cheminement se fasse, ensemble, au sein de régiments de mêlée «multi-rôles».

L'intérêt des armées pourrait donc bien être d'avoir des régiments de mêlée multi-rôles, identiques. Cette structure, qui développe les compétences des unités de mêlée sans les condamner pour autant, permettrait de disposer d'un outil plus souple, plus performant. Elle mériterait d'être testée dans un ou plusieurs régiments pour s'adapter aux besoins présents et préfigurer probablement une solution d'avenir.

Colonel François LABUZE
CdC RICM

Toutes nos publications
sur notre site
www.cdef.terre.defense.gouv.fr



L'entraînement du PC numérisé de niveau 3 sur fond d'OPEX régulières

Gâce à la numérisation, la conduite des opérations au niveau d'un poste de commandement de brigade sera certainement facilitée, à moyen terme, lorsque les défauts de jeunesse du système auront été résolus. Dans l'immédiat, l'entraînement d'un tel PC se heurte à de multiples difficultés. Seule une partie de celles-ci est liée à la numérisation elle-même et aux contraintes inhérentes à la montée en puissance d'un système de commandement aussi ambitieux.

Les principaux obstacles à un entraînement fluide du PC numérisé de niveau 3 sont actuellement liés au rythme de vie des brigades interarmes.

Même si cela doit être considéré comme normal en phase d'expérimentation, il est indéniable que la mise en place progressive de la numérisation induit des contraintes assez importantes qui pèsent sur la montée en puissance et le maintien à un bon niveau d'entraînement d'un PC numérisé de brigade.

En 2009, soit 6 ans après le début de l'équipement des premières brigades numérisées, les officiers et sous-officiers affectés dans les états-majors lors des plans annuels de mutation ne sont pas tous, formés comme utilisateurs SICF et SICAT ou comme administrateurs pour le personnel des compagnies de commandement et de transmissions. Il faut alors, chaque année, intégrer ce personnel au sein du CO avec ce que cela implique de mise en formation et d'exercices uniquement consacrés au rodage des cellules reconstituées.

Les nombreuses mises à jour des systèmes (celles du SICF et celles des interfaces avec le SIR) doivent également être intégrées ce qui requiert une adaptation permanente de la part des opérateurs de la brigade. Ceci rend l'appropriation d'un système par construction assez peu convivial encore plus ardue.

Enfin, lors des déploiements opérationnels sur les théâtres, le PC de brigade n'agit pas dans un environnement numérisé ou seulement très partiellement. L'échelon supérieur est soit inexistant (RCI) soit international (Kosovo, Afghanistan). La brigade est alors le premier échelon de mise en œuvre de la NEB. Les échelons subordonnés ne sont pas non plus systématiquement numérisés : unités étrangères, unités interarmées ou unités provenant de brigades pas encore numérisées. Cet état de fait limite considérablement les possibilités d'entraînement et le maintien des savoir faire pendant les OPEX.

Or, aujourd'hui, les états-majors de brigade enchaînent les opérations extérieures sur un rythme élevé. Ainsi, entre janvier 2008 et novembre 2009, l'état-major de la 9^{ème} BLBMA aura été déployé 3 fois, totalisant 14 mois de missions extérieures. Certes, les effectifs simultanément engagés ne dépassent guère 50% des effectifs de l'état-major mais les 50% restants gèrent la vie quotidienne de la brigade et préparent l'avenir ; ils ne peuvent pas aller plus loin que le maintien des savoir faire individuels dans leur fonction au sein du CO de la brigade. Les périodes «d'inter-projection» sont trop courtes pour pouvoir reprendre de façon fructueuse, en métropole, l'entraînement de la chaîne de commandement numérisée.

Par ailleurs, pour s'entraîner dans des conditions convenables, le PC numérisé de niveau 3 a besoin d'un environnement important.

Les échelons subalternes doivent évidemment être représentés par les PC des régiments de la brigade ce qui s'avère parfois problématique en raison des plans de charge importants des régiments. Mais surtout, il lui faut une représentation du niveau supérieur soit par l'activation effective d'un PC de niveau 2 soit par la mise en place d'une animation numérisée très conséquente. L'auto-entraînement est peu réaliste car il n'est jamais possible de dégager, sur la substance de la brigade, les effectifs suffisants pour représenter ce niveau supérieur. Par ailleurs, le montage d'un exercice numérisé exige des délais et un travail importants qui excèdent le plus souvent les capacités d'un état-major de brigade, surtout lorsqu'il est autant sollicité qu'aujourd'hui par les OPEX.

Or, chaque niveau de commandement ayant ses propres objectifs et ses propres contraintes, un état-major de brigade peut être décalé et n'être pas impliqué pendant de longs mois dans des exercices engageant un PC de niveau 2. De même, lorsqu'il parvient à trouver un créneau disponible et qu'il planifie un exercice à son niveau, il éprouve les plus grandes difficultés à obtenir les renforts dont il a besoin pour assurer l'animation haute, les EMF et autres organismes susceptibles de fournir le personnel étant pris par d'autres activités.





Ce constat permet de tirer quelques conclusions qui pourraient être source d'améliorations des conditions d'entraînement des PC numérisés de niveau 3 :

- maintenir l'offre de formation des administrateurs et des utilisateurs à un niveau élevé et autoriser les surqualifications afin de limiter les périodes de flottement après le départ des titulaires et en attendant que les nouveaux venus soient formés ;
- continuer d'améliorer l'ergonomie de systèmes qui doivent absolument être rendus plus conviviaux pour leurs utilisateurs ;

- respecter autant que faire se peut l'intervalle de 3 trimestres entre 2 projections d'un PC de brigade quitte à allonger la durée d'une période de projection ;

- planifier, au niveau des forces terrestres, des exercices d'entraînement de la chaîne de commandement permettant aux PC de niveau 3 de s'entraîner au moins une fois par an en disposant d'un environnement complet.

Colonel Olivier de CEVINS
Chef d'état-major de la 9^{ème} BLBMA

Réussir la PEGP ... un impératif pour les brigades de décision

Dans le contexte actuel de rationalisation et de maîtrise des coûts du maintien en condition des matériels, la PEGP est la seule assurance pour garantir à la brigade de décision, équipée de matériels sophistiqués et donc au maintien en condition délicat et coûteux, sa capacité de préparation et d'engagement opérationnels.

La PEGP peut être appréhendée comme une extension du principe d'«acharisation¹» permettant de réaliser des économies substantielles, donnant l'assurance aux unités de la brigade de disposer de matériels pour s'entraîner et dégageant des créneaux de disponibilité où ses personnels peuvent se former.

La brigade de décision, rompue de longue date à la pratique de l'«acharisation», est le champ d'application privilégié de la PEGP.

L'«acharisation» permet depuis longtemps, dans un contexte de disponibilité technique en baisse et d'une programmation empêchant les régiments d'une brigade de s'entraîner «au complet», de conduire des entraînements avec la totalité des moyens nécessaires à des unités engagées successivement. La PEGP est une évolution de ce système. Par l'utilisation d'un parc pré positionné, la PEGP permet de supprimer les coûts exorbitants de mise en place par voie ferrée sur les grands camps nationaux : jusqu'à 25% du budget d'un espace d'entraînement de

brigade. Par la réduction du volume des parcs et l'optimisation de leur emploi, elle devrait permettre également de limiter le coût important du maintien en condition des matériels. Sans ces économies, dans un budget quasi constant, la brigade de décision n'aurait rapidement plus pu faire face au coût du maintien en condition de ses matériels.

La PEGP donne, de plus, l'assurance aux formations d'une brigade de décision de disposer d'un parc disponible, adapté à son entraînement et sa projection. En effet, entre le PE (parc d'entraînement) pour l'entraînement sur les camps à partir du niveau SGTIA et le PSP (parc en service permanent) pour la formation de niveau inférieur en garnison, les unités trouvent d'ores et déjà, là où elles en ont besoin, les matériels nécessaires à leur entraînement spécifique, dans des volumes et qualités satisfaisantes.

Le parc d'alerte (PA), pour l'heure limité à quelques types de véhicules, devrait permettre à terme d'équiper les modules d'alerte en matériels aptes à la projection immédiate.

1 Mutualisation des moyens entre plusieurs utilisateurs successifs.



f

Si la formation et l'entraînement opérationnel sur matériel de dotation restent la priorité des régiments de la brigade, de nombreux déploiements se font sur des structures et des matériels adaptés à chaque théâtre. Dans ce cas aussi, la PEGP montre son utilité : jusqu'à présent, les moyens nécessaires et non détenus par la brigade pour l'entraînement en vue d'une mission spécifique, n'étaient au mieux trouvés qu'au terme d'une laborieuse recherche. Aujourd'hui, le recours au PG (parc de gestion) permet à une unité de satisfaire la plus grande partie de ses besoins pour conduire une préparation spécifique.

Mais pour que le système fonctionne, il est impératif que le niveau de disponibilité technique opérationnelle (DTO) du PE et du PSP garantisse aux unités des matériels en quantité suffisante. Il est, par ailleurs, nécessaire que le niveau de la DTO du PG autorise la relève du PSP et du PE en temps utile. Il convient enfin d'étaler les besoins par une programmation aussi stable que possible et concertée entre logisticiens et opérationnels.

Enfin, et parce que les unités sont de plus en plus fortement sollicitées, on constate une diminution du temps consacré à l'instruction individuelle et collective, situation préjudiciable pour une brigade de décision composée de matériels complexes dont la mise en œuvre nécessite un entretien des savoir-faire permanent. La

mise en place du PSP dans les corps de troupe a diminué de façon conséquente le nombre de véhicules à entretenir, libérant ainsi les équipages des contraintes lourdes de maintien en condition des matériels hors périodes d'entraînement de niveau SGTIA et au-dessus². Sont ainsi créés des créneaux de disponibilité que le personnel doit mettre à profit pour sa formation individuelle et collective jusqu'au niveau 6³, bases indispensables à l'optimisation des phases d'entraînement des niveaux supérieurs. Ce phénomène devrait encore s'accroître lorsque le transfert du PG des régiments vers les formations du Matériel sera effectif ; les régiments n'ayant plus alors ce parc à entretenir.

Dans le contexte actuel de rationalisation et de maîtrise des coûts du maintien en condition des matériels, la PEGP devrait permettre à une brigade de décision d'optimiser l'emploi de ses moyens de même que sa préparation à son engagement opérationnel à moindre coût. Soulignons que la PEGP n'a pas encore atteint son rythme de croisière et qu'un grand nombre des bénéfices escomptés reste à venir.

Lieutenant-colonel Patrick CHASTENET
CHEF BLOG/EM 2BB

2 Niveau 5 ou SGTIA et niveau 4 ou GTIA
3 Niveau de la section, du peloton

VOS RÉACTIONS AUX INFORMATIONS PARUES DANS HÉRACLÈS SONT LES BIENVENUES

C.D.E.F. - Centre de Doctrine d'Emploi des Forces
B.P. 53 - 00445 ARMÉES



☎ : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 48 93
PNIA : 821 753 35 91 ou 821 753 48 93
Fax : 01 44 42 52 17 ou 821 753 52 17
Mel : pub-dad.cdef@terre-net.defense.gouv.fr
Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr